

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203921]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 novembre 2024 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française; tels que modifié par le décret du 25 avril 2024, articles 4, § 4, 5, § 1 et 2, 8, 9, § 3, 15, § 2, 20, 24, 28, § 2, 29, § 3 et 4, et 29/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu le rapport du 14 septembre 2023 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 4 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2023;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie du 16 octobre 2023;

Vu l'avis de la Fédération des centres publics d'action sociale du 23 octobre 2023;

Vu l'avis n^o1562 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 13 novembre 2023;

Vu l'avis n^o76.265/4 du Conseil d'Etat du 23 mai 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Fédération des Directeurs généraux communaux du 10 novembre 2023;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. « Le présent arrêté règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution ».

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les mots « service, la Direction de la Cohésion sociale du Département de l'Action sociale de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « administration, le SPW Intérieur et Action sociale. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre I/1, intitulé 'Objectifs du plan de cohésion sociale', lequel contient un article 2/1, rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Pour le calcul du maximum visé à l'article 4, § 4, du décret du 22 novembre 2018, si le calcul des 25 donne un résultat avec une décimale, l'arrondi se fait à l'unité inférieure ».

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 22 novembre 2018, un modèle obligatoire de convention de délégation figure en annexe 1.

En cours de programmation, une délégation peut être consentie si les délibérations des conseils des pouvoirs locaux concernés par cette délégation et la convention de délégation sont réceptionnées à l'administration au plus tard le 31 décembre, pour que la délégation soit effective au 1^{er} janvier de l'année civile suivante.

Une délégation peut être retirée si les délibérations des conseils des pouvoirs locaux concernés par cette délégation sont réceptionnées à l'administration au plus tard le 31 décembre, pour que le retrait de la délégation soit effectif au 1^{er} janvier de l'année civile suivante.

L'octroi d'une délégation et le retrait d'une délégation en vue d'une prise d'effet l'avant-dernière année de la programmation sont interdits.

§ 2. En application de l'article 5, § 2, du décret du 22 novembre 2018, le ministre communique aux communes, l'appel à projets, le montant minimal de la subvention, ainsi que l'ISADF au plus tard pour le 31 janvier de l'année qui précède le démarrage d'une programmation.

Lorsque le 31 janvier est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

§ 3. Pour la programmation 2026-2031, le ministre communique aux communes, le montant minimal corrigé de la subvention, ainsi que l'ISADF actualisé au plus tard pour le 15 mai 2025. "

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. En application de l'article 9, § 3, du décret du 22 novembre 2018, le reliquat récupéré en cas de non-transmission de plan, de retrait avant validation des plans ou de non-approbation de plans est redistribué aux pouvoirs locaux dont le plan est approuvé, lors de la notification de la subvention définitive.

En cours de programmation, le reliquat récupéré à la suite du retrait d'un pouvoir local est redistribué l'année suivante aux pouvoirs locaux qui mettent en œuvre un plan approuvé.

Le reliquat récupéré conformément aux alinéas précédents est réparti selon le mode de calcul visé à l'article 4.

Le reliquat récupéré conformément aux alinéas précédents et afférent à des actions liées à l'article 20 du décret du 22 novembre 2018 peut être réparti selon le mode de calcul fixé par le membre du Gouvernement.

Le reliquat récupéré à la suite de la non-justification d'une partie de subvention annuelle peut être réparti entre les pouvoirs locaux qui mettent en œuvre un plan approuvé, selon les priorités définies par le ministre et le membre du Gouvernement. ».

Art. 6. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du plan » sont remplacés par les mots « de la programmation »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « ayant fait acte de candidature » sont abrogés;

b) les mots « à l'article 5, § 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 5, § 2 ».

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « de l'article 14, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « de l'article 14, § 2 »;

b) les mots « au service » sont remplacés par les mots « à l'administration »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le service » sont remplacés par les mots « l'administration ».

3° les alinéas suivants sont ajoutés :

« En cas de décision du conseil communal déléguant la gestion du plan au CPAS en application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, une copie de la convention formalisant cette délégation et une copie de la délibération signée du conseil actant cette décision sont annexées au plan communal de cohésion sociale.

En cas d'association de pouvoirs locaux en application de l'article 8 du décret du 22 novembre 2018, une copie de la convention formalisant cette association est annexée au plan, accompagnée des délibérations signées portant approbation du plan commun par les conseils des pouvoirs locaux concernés par l'association. ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. § 1^{er}. En application de l'article 15, § 2, du décret du 22 novembre 2018, le ministre et le membre du Gouvernement notifient leurs décisions respectives au plus tard le premier décembre de l'année précédant le démarrage d'une programmation.

Lorsque le premier décembre est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

À défaut de notification de ces décisions dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} du § 2, les actions du plan sont réputées approuvées. ».

Art. 9. Dans l'article 8 du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le solde est versé sur base du dossier justificatif communiqué par le pouvoir local à l'administration pour le 30 juin de l'année qui suit l'année de subvention. ».

Art. 10. Dans l'article 9 du même arrêté, le mot « éventuelle » est abrogé.

Art. 11. Dans le même arrêté, l'article 10 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. En application de l'article 20 du décret du 22 novembre 2018, tout ministre, dans le cadre de ses compétences, peut octroyer des moyens supplémentaires aux pouvoirs locaux pour soutenir :

1° des actions s'inscrivant dans un ou plusieurs droits identifiés à l'article 4, § 3, du décret du 22 novembre 2018;

2° des actions visant des publics vulnérables.

Un appel à projets spécifique est transmis simultanément à l'appel à projets relatif au plan visé à l'article 5, § 2, du décret du 22 novembre 2018.

Les actions qui découlent de cet appel à projets spécifique sont inscrites dans le plan et sont soumises à validation en même temps que les autres actions du plan.

La mise en œuvre et le financement de ces actions impliquent que le plan est approuvé par le Gouvernement.

En cours de programmation, un appel à projets spécifique peut être transmis aux pouvoirs locaux qui mettent en œuvre un plan approuvé.

Les actions qui découlent de cet appel à projets spécifique sont inscrites dans le plan et sont soumises à validation dans le cadre de la procédure de modification des plans.

Chaque pouvoir local conserve le droit à ce subside complémentaire jusqu'au terme la programmation même si aucune action liée à cet appel à projets spécifique n'est introduite.

Les moyens visés à l'alinéa 1, 1°, sont rétrocédés par le pouvoir local bénéficiaire à une ou plusieurs associations dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention contenant, notamment, les obligations auxquelles sont soumises les partenaires. ».

Art. 12. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1^{er}. En application de l'article 24 du décret du 22 novembre 2018, les modifications de plan concernent :

1° la suppression d'une action;

2° l'ajout d'une nouvelle action.

§ 2. Si le pouvoir local décide de supprimer une action, une demande de validation n'est pas à introduire auprès de l'administration.

Si le pouvoir local décide de mettre en œuvre une ou des actions supplémentaires visées par l'article 4, § 4, du décret du 22 novembre 2018, une demande de validation n'est pas à introduire auprès de l'administration.

Si le pouvoir local ajoute une action non concernée par l'article 4, § 4, du décret du 22 novembre 2018 et faisant partie d'un axe dont des actions ont été validées lors du dépôt du plan, cette action ajoutée est validée par le Conseil du pouvoir local puis l'avis de l'administration est sollicité. Cet avis est soumis au ministre si l'administration propose un refus d'approbation.

Si le pouvoir local décide d'ajouter une action non concernée par l'article 4, § 4, du décret du 22 novembre 2018 et faisant partie d'un axe non activé ou d'un axe dont des actions n'ont pas été validées lors du dépôt du plan, cette action ajoutée est validée par le Conseil du pouvoir local puis l'avis de l'administration est sollicité. Cet avis est soumis au ministre.

Les demandes de modification de plan visées aux alinéas 3 et 4 sont réceptionnées par l'administration pendant les quinze derniers jours de chaque trimestre. Le délai de réponse au pouvoir local est de trente jours à dater du premier jour de chaque trimestre suivant. Les modifications réceptionnées hors délai sont reportées en vue d'un examen au trimestre suivant. ”.

Art. 13. Dans l'article 14, alinéa 4, du même arrêté, les mots « du service » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 14. Dans l'intitulé du chapitre VII, les mots « d'activités » sont remplacés par « financiers ».

Art. 15. L'article 15 du même arrêté est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « le service » sont remplacés par les mots « l'administration »;

b) le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « ministre »;

2° l'article est complété par les alinéas 2 et 3 rédigés comme suit :

« En application de l'article 28, § 2, du décret du 22 novembre 2018, le ministre transmet ce rapport d'évaluation au Gouvernement au plus tard le trente juin de la dernière année de la programmation.

Lorsque le trente juin est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit. ».

Art. 17. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 sont abrogés;

2° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. En application de l'article 29, § 3, du décret du 22 novembre 2018, dès que le ministre est avisé d'un détournement de tout ou partie de la subvention ou d'un dol manifeste, il invite le Collège communal ou le Bureau permanent en cas de délégation du Plan au CPAS à s'expliquer sur ce détournement ou ce dol manifeste dans un délai de trente jours.

A défaut de réponse dans le délai imparti, en cas de détournement, le remboursement et la pénalité sont automatiquement applicables.

A défaut de réponse dans le délai imparti, en cas de dol manifeste, le pouvoir local est exclu du bénéfice de la subvention annuelle jusqu'au terme de la programmation à dater de l'année pendant laquelle le dol manifeste est établi.

La décision du Ministre est notifiée dans un délai de trente jours à dater de la réception de la réponse au pouvoir local. »;

3° un paragraphe 5/1 est inséré et rédigé suit :

” § 5/1. Lorsque le ministre est avisé d'un manquement visé à l'article 29, § 4, du décret du 22 novembre 2018, il invite le Collège communal ou le Bureau permanent en cas de délégation du Plan au CPAS à s'expliquer sur ce manquement dans un délai de trente jours.

A défaut de réponse dans le délai imparti, le manquement est réputé établi et la pénalité de 20

est appliquée à la subvention pour l'année concernée.

La décision du Ministre est notifiée dans un délai de trente jours à dater du lendemain de l'expiration du délai de trente jours. ”;

4° au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots « exclu ou » sont insérés entre les mots « le pouvoir local » et les mots « dont la subvention »;

5° au paragraphe 6, alinéa 2, les mots ” de la » sont remplacés par les mots « du »;

6° au paragraphe 7, le mot « coïncide avec ” est remplacé par le mot « est » et les mots « de droit » sont supprimés.

Art. 18. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VIII/1 intitulé :

« CHAPITRE VIII/1. Retrait en cours de programmation ».

Art. 19. Dans le même arrêté, il est inséré dans le chapitre VIII/1, un article 17/1 rédigé comme suit :

” Art. 17/1. En application de l'article 29/1 du décret du 22 novembre 2018, tout retrait est formalisé par une délibération du ou des conseils concernés, réceptionnée à l'administration au plus tard le 31 décembre, de manière à ce que le retrait soit effectif au 1^{er} janvier de l'année civile suivante.

Le ou les pouvoirs locaux qui se retirent d'une association sont exclus du bénéfice de la subvention pour le reste de la programmation et ne peuvent plus déposer un plan.

Le ou les pouvoirs locaux restants suite au retrait d'un ou plusieurs membres d'une association peuvent adapter le contenu du plan conformément à la procédure de modification de plan visée à l'article 13 du présent arrêté.

La subvention du ou des pouvoirs locaux sortants est répartie conformément à l'article 5/1 du présent arrêté. ”.

Art. 20. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « La » est remplacé par le mot « Le »;
- b) le mot « chargée » est remplacé par le mot « chargé ».

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 21. Le présent arrêté rentre en vigueur au 1^{er} janvier 2026 à l'exception des articles 1 à 11 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 22. Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203921]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 november 2024 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen; zoals gewijzigd bij het decreet van 25 april 2024, de artikelen 4, § 4, 5, § § 1 en 2, 8, 9, § 3, 15, § 2, 20, 24, 28, § 2, 29, § § 3 en 4, en 29/1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen;

Gelet op het rapport van 14 september 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 14 september 2023;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië) uitgebracht op 16 oktober 2023;

Gelet op het advies van de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, uitgebracht op 23 oktober 2023;

Gelet op het advies nr. 1562 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), uitgebracht op 13 november 2023;

Gelet op het advies nr. 76.265/4 van de Raad van State, uitgebracht op 23 mei 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Fédération des receveurs régionaux" (Federatie van de gewestelijke ontvangers"), uitgebracht op 10 november 2023;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. "Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen, worden de woorden "dienst, de Directie Sociale Cohesie van het Departement Sociale Actie van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "administratie, de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd, luidende "Doelstellingen van het plan voor maatschappelijke cohesie", dat een artikel 2/1 bevat, luidend als volgt:

"Art. 2/1. Voor de berekening van het maximum bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 22 november 2018 wordt er, indien de berekening van 25

een resultaat met één decimaal oplevert, naar de lagere eenheid afgerond".

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. § 1. Overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid, van het decreet van 22 november 2018 wordt een verplicht model van delegatieovereenkomst als bijlage 1 opgenomen.

In de loop van de programmering kan een delegatie worden toevertrouwd als de beraadslagingen van de raden van de plaatselijke besturen, waarop deze delegatie en de delegatieovereenkomst betrekking hebben, uiterlijk op 31 december door de administratie zijn ontvangen, zodat de delegatie op 1 januari van het volgende kalenderjaar daadwerkelijk is.

Een delegatie kan worden ingetrokken als de beraadslagingen van de raden van de plaatselijke besturen, waarop deze delegatie betrekking heeft, uiterlijk op 31 december door de administratie zijn ontvangen, zodat de intrekking van de delegatie op 1 januari van het volgende kalenderjaar daadwerkelijk is.

Een delegatie mag niet worden toevertrouwd of ingetrokken om uitwerking te hebben in het voorlaatste jaar van de programmering.

§ 2. Overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 22 november 2018 stelt de Minister de gemeenten in kennis, uiterlijk op 31 januari van het jaar voorafgaand aan de start van de programmering, van de oproep tot het indienen van projecten, het minimumbedrag van de subsidie en de synthetische indicator voor toegang tot de grondrechten (ISADF).

Wanneer 31 januari samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

§ 3. Voor de programmering 2026-2031 stelt de Minister de gemeenten in kennis van het gecorrigeerde minimumbedrag van de subsidie en de geactualiseerde "ISADF" uiterlijk op 15 mei 2025."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 5/1. Overeenkomstig artikel 9, § 3, van het decreet van 22 november 2018 wordt het teruggevorderde saldo in geval van niet-overmaking van een plan, intrekking vóór de validering van plannen of niet-goedkeuring van de plannen, herverdeeld over de plaatselijke besturen waarvan het plan goedgekeurd is, wanneer de definitieve subsidie wordt meegedeeld.

In de loop van de programmering wordt het teruggevorderde saldo, na de uittreding van een plaatselijk bestuur, het jaar daarop herverdeeld over de plaatselijke besturen die een goedgekeurd plan uitvoeren.

Het overeenkomstig de vorige leden teruggevorderde saldo wordt verdeeld volgens de in artikel 4 bedoelde berekeningsmethode.

Het overeenkomstig de vorige leden teruggevorderde saldo en dat op acties in verband met artikel 20 van het decreet van 22 november 2018 betrekking heeft, kan worden verdeeld volgens de berekeningsmethode die door het Regeringslid wordt vastgesteld.

Het saldo dat wordt teruggevorderd na de niet-rechtvaardiging van een deel van de jaarlijkse subsidie, kan verdeeld worden over de plaatselijke besturen die een goedgekeurd plan uitvoeren, volgens de prioriteiten bepaald door de Minister en het Regeringslid."

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "het plan" vervangen door de woorden "de programmering";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "die hun kandidatuur hebben gesteld" worden opgeheven;

b) de woorden "artikel 5, § 3" worden vervangen door de woorden "artikel 5, § 2".

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "artikel 14, § 1" worden vervangen door de woorden "artikel 14, § 2";

b) het woord "dienst" wordt vervangen door het woord "administratie";

2° in het tweede lid wordt het woord "dienst" vervangen door het woord "administratie".

3° de volgende leden worden toegevoegd:

"In geval van een beslissing van de gemeenteraad waarbij het beheer van het plan overeenkomstig artikel 5, § 1, lid 2, aan het OCMW gedelegeerd wordt, worden een afschrift van de overeenkomst waarbij deze delegatie geformaliseerd wordt en een afschrift van de ondertekende beraadslaging van de raad waarin deze beslissing bevestigd wordt, aan het gemeentelijk plan voor maatschappelijke cohesie gevoegd.

In het geval van een vereniging van plaatselijke besturen overeenkomstig artikel 8 van het decreet van 22 november 2018, wordt een afschrift van de overeenkomst die deze vereniging formaliseert bij het plan gevoegd, vergezeld van de ondertekende beraadslagingen tot goedkeuring van het gezamenlijke plan door de raden van de plaatselijke besturen die bij de vereniging betrokken zijn."

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7/1. § 1. Overeenkomstig artikel 15, § 2, van het decreet van 22 november 2018 delen de Minister en het Regeringslid hun respectieve beslissingen mee uiterlijk op de eerste december van het jaar dat voorafgaat aan de start van een programmering.

Wanneer de eerste december samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

Bij gebreke van kennisgeving van deze beslissingen binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, § 2, worden de acties van het plan goedgekeurd geacht."

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

2° het saldo wordt gestort op basis van het verantwoordingsdossier meegedeeld door het plaatselijk bestuur aan de administratie uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het jaar van de subsidie.”.

Art. 10. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord “eventuele” opgeheven.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt artikel 10 vervangen door wat volgt:

”Art. 10. Overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 22 november 2018 kan elke minister in het kader van zijn bevoegdheden bijkomende middelen toekennen aan de plaatselijke besturen ter ondersteuning van:

1° acties in overeenstemming met één of meerdere rechten vermeld in artikel 4, § 3, van het decreet van 22 november 2018;

2° acties gericht op kwetsbare groepen.

Een specifieke oproep tot het indienen van projecten wordt gelijktijdig overgemaakt met de oproep tot het indienen van projecten betreffende het plan bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet van 22 november 2018.

De acties die voortvloeien uit deze specifieke oproep tot het indienen van projecten zijn opgenomen in het plan en worden tegelijk met de andere acties in het plan ter goedkeuring voorgelegd.

Voor de uitvoering en financiering van deze acties moet het plan door de Regering worden goedgekeurd.

In de loop van de programmering kan een specifieke oproep tot het indienen van projecten worden overgemaakt aan de plaatselijke besturen die een goedgekeurd plan uitvoeren.

De acties die voortvloeien uit deze specifieke oproep tot het indienen van projecten zijn opgenomen in het plan en worden in het kader van de procedure betreffende de plannenwijziging ter goedkeuring voorgelegd.

Elk plaatselijk bestuur behoudt het recht op deze aanvullende subsidie tot het einde van de programmeringsperiode, zelfs als er geen actie wordt ingediend die verband houdt met deze specifieke oproep tot het indienen van projecten.

De bedoelde in eerste lid, 1°, middelen worden door het rechthebbende plaatselijke bestuur aan één of meerdere partnerverenigingen afgestaan in het kader van een partnerschap geformaliseerd via een overeenkomst die, met name, de verplichtingen waaraan de partners worden onderworpen, vermeldt.”.

Art. 12. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 13. § 1. Overeenkomstig artikel 24 van het decreet van 22 november 2018 hebben de wijzigingen van het plan betrekking op:

1° de afschaffing van een actie;

2° de toevoeging van een nieuwe actie.

§ 2. Als het plaatselijke bestuur besluit om een actie af te schaffen, hoeft er geen vraag tot validatie te worden ingediend bij de administratie.

Als het plaatselijke bestuur besluit om een of meer van de bijkomende acties bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 22 november 2018 uit te voeren, hoeft er geen vraag tot validatie te worden ingediend bij de administratie.

Als het plaatselijke bestuur een actie toevoegt die niet betrokken is bij artikel 4, § 4, van het decreet van 22 november 2018 en die deel uitmaakt van een as waarvan de acties gevalideerd werden bij het indienen van het plan, wordt deze toegevoegde actie gevalideerd door de Raad van het plaatselijke bestuur en wordt vervolgens het advies van de administratie aangevraagd. Dit advies wordt aan de Minister voorgelegd indien de administratie voorstelt om de goedkeuring te weigeren.

Als het plaatselijke bestuur besluit om een actie toe te voegen die niet betrokken is bij artikel 4, § 4, van het decreet van 22 november 2018 en die deel uitmaakt van een niet geactiveerde as of een as waarvan de acties niet gevalideerd werden bij het indienen van het plan, wordt deze toegevoegde actie gevalideerd door de Raad van het plaatselijke bestuur en wordt vervolgens het advies van de administratie aangevraagd. Dit advies wordt aan de Minister voorgelegd.

Wijzigingsaanvragen van het plan bedoeld in de leden 3 en 4 worden door de administratie ontvangen tijdens de laatste vijftien dagen van elk kwartaal. De antwoordtermijn aan het plaatselijke bestuur is dertig dagen vanaf de eerste dag van elke volgende kwartaal. Wijzigingen die buiten de voorgeschreven termijnen ontvangen worden, worden uitgesteld voor onderzoek in het volgende kwartaal.”.

Art. 13. In artikel 14, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord “dienst” vervangen door het woord “administratie”.

Art. 14. In het opschrift van hoofdstuk VII wordt het woord “Activiteiten-” vervangen door het woord “Financieel”.

Art. 15. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “dienst” wordt vervangen door het woord “administratie”;

b) het woord “Regering” wordt vervangen door het woord “Minister”;

2° het artikel wordt aangevuld met de leden 2 en 3, luidend als volgt:

”Overeenkomstig artikel 28, § 2, van het decreet van 22 november 2018 maakt de Minister de Regering deze globaal evaluatieverslag uiterlijk op dertig juni van het laatste jaar van de programmering over.

Wanneer dertig juni samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.”.

Art. 17. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragrafen 1, 2, 3 en 4 worden opgeheven;

2° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 5. Overeenkomstig artikel 29, § 3, van het decreet van 22 november 2018, zodra de Minister op de hoogte wordt gebracht van een afwijking van het geheel of een gedeelte van de subsidie of van een duidelijk bedrag, verzoekt hij het gemeentecollege of het vast bureau, indien het plan aan het OCMW gedelegeerd wordt, om binnen een termijn van dertig dagen toelichting over die afwijking of dit bedrag te geven.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, in geval van afwijking, zijn de terugbetaling en de sanctie automatisch van toepassing.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, in geval van duidelijk bedrag, wordt het plaatselijke bestuur van de jaarlijkse subsidie onttrokken tot het einde van de programmeringsperiode vanaf het jaar waarin het duidelijk bedrag vastgesteld wordt.

De beslissing van de Minister wordt binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het antwoord van het plaatselijke bestuur betekend.”;

3° er wordt een paragraaf 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 5/1. Wanneer de Minister op de hoogte wordt gebracht van een tekortkoming bedoeld in artikel 29, § 4, van het decreet van 22 november 2018, verzoekt hij het gemeentecollege of het vast bureau, indien het plan aan het OCMW gedelegeerd wordt, om binnen een termijn van dertig dagen toelichting over die tekortkoming te geven.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn wordt de tekortkoming geacht te zijn vastgesteld en wordt een boete van 20

toegepast op de subsidie voor het betreffende jaar.

De beslissing van de Minister wordt binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag volgend op het verstrijken van de termijn van dertig dagen betekend.”;

4° in paragraaf 6, eerste lid, wordt het woord “onttrokken” ingevoegd tussen de woorden “Het” en “plaatselijk” en wordt het woord “of” ingevoegd tussen de woorden “bestuut” en “waarvan”;

5° in paragraaf 6, tweede lid, worden, in de Franse versie, de woorden “de la” vervangen door het woord “du”;

6° in paragraaf 7 worden de woorden “samenvalt met” vervangen door het woord “is” en de woorden “de droit” worden in de Franse versie geschrapt.

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIII/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK VIII/1. Uittreding in de loop van de programmering”.

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt in het hoofdstuk VIII/1 een artikel 17/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 17/1. Overeenkomstig artikel 29/1 van het decreet van 22 november 2018 wordt elke uittreding geformaliseerd door een beraadslaging van de betrokken raad of raden, die uiterlijk op 31 december door de administratie wordt ontvangen, zodat de uittreding op 1 januari van het volgende kalenderjaar daadwerkelijk is.

Het plaatselijke bestuur of de plaatselijke besturen die uit een vereniging treden worden onttrokken van de subsidie voor de rest van de programmering en kunnen geen plan meer indienen.

Het plaatselijke bestuur of de plaatselijke besturen die overblijven na de uittreding van één of meer leden van een vereniging kunnen de inhoud van het plan aanpassen overeenkomstig de procedure betreffende de planwijziging bedoeld in artikel 13 van dit besluit.

De subsidie van het/de aftredende plaatselijke bestuur/besturen wordt verdeeld overeenkomstig artikel 5/1 van dit besluit.”.

Art. 20. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “La” wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord “Le”;

b) het woord “chargée” wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord “chargé”.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2026 met uitzondering van de artikelen 1 tot en met 11 die in werking treden op 1 januari 2025.

Art. 22. De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON